

L'immigration, au-delà de l'histoire coloniale

Le Musée national de l'histoire de l'immigration a été créé il y a dix ans sur fond de polémiques. Il permet de faire entrer cette histoire dans le patrimoine commun de tous les Français. Aujourd'hui, les réfugiés venus de Syrie nous obligent à élargir notre point de vue.

Par
BENJAMIN STORA



JOEL SAGET. AFP

Président du conseil d'orientation du Musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI).

Il y a dix ans, la légitimité du Musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI) a été fortement débattue. Au point de départ de sa création, on trouve la bataille pour l'inversion des regards autour de la question migratoire, perçue de manière négative dans une partie importante de la société française. Il fallait trouver une traduction culturelle à l'effervescence de l'antiracisme des années 80. Tout s'est accéléré avec l'accession du FN au second tour de la présidentielle de 2002. Une mission de préfiguration a été

confiée par Jacques Chirac à Jacques Toubon. Dès l'origine, des questions méthodologiques se sont posées: ce lieu devait-il être un simple lieu d'histoire et de mémoires ou une entreprise citoyenne? La réponse apportée à l'époque reste valable: ce lieu, devenu «Musée national», doit être les deux à la fois. Il s'agit de raconter une histoire de l'immigration, de la faire entrer dans le patrimoine commun de tous les Français et d'essayer de la faire vivre dans le présent, à travers les combats contre le racisme et pour la citoyenneté. A l'ouverture, le débat s'est aussi porté sur le choix du Palais de la Porte Dorée, à Paris. Pourquoi vouloir implanter une telle activité muséale et citoyenne dans un bâtiment marqué par l'histoire coloniale française? Ma position est qu'il ne faut pas éluder l'histoire coloniale mais, au con-



traire, l'assumer comme une partie intégrante et structurante de l'histoire de l'immigration. Enfin, un autre débat très vif portait sur le soutien du «ministère de l'Identité nationale», qui était, à l'époque, la principale tutelle du projet et contre lequel se sont opposés des historiens, lesquels ont refusé d'apporter leur caution et leur légitimité scientifique à une entreprise qui semblait vouloir valoriser une identité nationale exclusive et fermée. Cette page est tournée. A mon arrivée, à l'été 2014, je me suis employé à convaincre le président Hollande de la nécessité politique d'inaugurer officiellement le musée. Il le fit en décembre de la même année. Avec Mercedes Erra, la présidente du conseil d'administration, j'ai également insisté pour que cet établissement dispose d'un budget de fonctionnement en cohérence avec ses missions, et ses subventions ont été augmentées. Enfin, j'ai souhaité, avec Hélène Orain, la directrice de cet établissement public, que s'y développent les activités pédagogiques, culturelles et artistiques et les débats citoyens.

Le musée a acquis une visibilité dans les médias et auprès du public qu'il n'avait pas auparavant : 1,1 million de visiteurs depuis l'ouverture, dont 91 000 lors de sa ●●● ●●● dernière exposition, «Ciao Italia!» Récemment renouvelé par le président de la République à la tête de son conseil d'orientation, je veux poursuivre ce travail et l'accentuer dans deux directions. Il nous faut d'abord permettre une reconnaissance plus importante de l'apport des immigrations post-coloniales. Il est assez remarquable que, malgré la démonstration apportée par les chercheurs de l'influence de la période coloniale et post-coloniale sur l'immigration, celle-ci peine toujours à se faire admettre, notamment au sein de l'école. Cette histoire doit intégrer le récit national républicain pour éviter les communautarismes mémoriels. Les nouveaux programmes d'histoire-géographie l'abordent à peine, et jamais aucun sujet de baccalauréat ou d'agrégation ne lui a été consacré. La transmission de ce savoir est donc la première de mes priorités. D'importants travaux d'histoire ont été lancés pour repenser son exposition permanente.

Dès à présent, le musée doit engager un travail de fond sur les questions contemporaines de l'immigration. Le drame des migrants en Méditerranée vient chaque jour nous rappeler que la question migratoire s'est élargie à l'Europe et à l'échelle mon-

diale. Il ne s'agit plus seulement de l'immigration de recrutement économique ou de regroupement familial que la France a connu dans les années 80. L'accélération et la mondialisation des flux migratoires provoquent un basculement des cadres de pensée établis sur les migrations qui obligent les Etats comme les musées à concevoir différemment ces problématiques. L'ensemble des démocraties européennes est confronté à une course de vitesse : la géopolitique des flux dépasse largement la guerre civile en Syrie ; son ampleur est durable. Nous devons donc apprendre à vivre avec des personnes issues de pays, de cultures et de langues différentes des nôtres. A son niveau, le MNHI doit prendre part à cette réalité en élargissant son périmètre muséal et en abordant ces thématiques nouvelles. Depuis la rentrée, le festival «Welcome! Migrations et hospitalité» s'en fait l'écho. C'est la première étape d'un engagement qui devra se prolonger. La tâche est immense tant les questions migratoires restent sensibles. Elle rappelle combien l'existence d'une institution atypique comme le MNHI est essentielle dans le paysage politique et culturel français. ◀

Week-end anniversaire gratuit les 14 et 15 octobre au MNHI, Palais de la Porte Dorée,

293, av. Daumesnil, 75012 Paris.

Programme de «Welcome! Migrations et hospitalité» et de la prochaine exposition, «Lieux saints partagés. Coexistences en Europe et en Méditerranée» sur : www.histoire-immigration.fr